



L'UGT EXIGE UNE NOUVELLE VOIE POUR L'EUROPE

JOURNÉE DE L'EUROPE

Le 9 mai 2012

En conséquence de cette grave crise, l'Europe fait face à de gros défis politiques, économiques et sociaux, qui s'avèrent fondamentaux pour l'avenir du Projet Européen et pour le renforcement de la cohésion économique et sociale.

Néanmoins, il ne faut pas seulement analyser cette période et les conséquences catastrophiques de cette crise et son impact sur des millions de travailleurs et de travailleuses mais aussi d'une façon solidaire d'essayer d'amoinrir les dégâts, trouvant et punissant les véritables responsables, comme d'ailleurs l'UGT ne cesse de répéter en développant des actions dans ce sens, dont la preuve est sa signature en Janvier dernier d'un Accord Tripartite pour la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi.

Il s'agit pour nous, citoyennes et citoyens de l'Europe, tout simplement de sauver le Projet Européen. Sans une gouvernance sociale ce projet n'aura aucun avenir et l'Europe s'écroulera sous des politiques protectionnistes et des intérêts nationaux purement égoïstes.

C'est dans ce contexte que l'UGT rejette sans hésitations le nouveau Traité sur « La Stabilité, la Coordination et la Gouvernance dans l'Union Economique et Monétaire ». A notre avis, ce Traité ne présente aucun avantage, c'est la recette de toujours: plus d'austérité et de discipline budgétaire qui oblige les Etats Membres a donner une priorité absolue a des règles économiques rigides bien que la plupart des économies se trouvent encore dans une situation vulnérable et que le chômage atteigne des niveaux intolérables. Il exerce aussi une pression en baisse sur les salaires et les conditions de travail, punissant les Pays qui n'arrivent pas à remplir les exigences du pacte budgétaire, en les présentant devant la Cour de Justice Européenne pour être sanctionnés.



PROGRAMA OPERACIONAL POTENCIAL HUMANO



QUADRO
DE REFERÊNCIA
ESTRATÉGICO
NACIONAL
PORTUGAL 2007-2013



UNIÃO EUROPEIA
Fundo Social Europeu

C'est inimaginable une gouvernance économique qui obéit strictement à une faible minorité de Pays, car pire qu'une Europe à de différentes vitesses c'est une Europe de l'exclusion, une Europe avec une gouvernance « coloniale ».

Donc, l'UGT veut souligner le résultat des élections françaises en tant que fin d'un type de « directoire » obsédé par l'austérité et qui a subalternisé les personnes, avec le souhait d'une nouvelle voie pour l'Europe.

En essayant d'amoinrir le rôle de la négociation collective ou même en l'attaquant ainsi que le rôle du dialogue social aux niveaux national et européen, c'est clairement dans le but de précariser les relations industrielles, en décroissant la dimension sociale de l'Europe et en développant des actions en vue d'affaiblir le mouvement syndical.

L'UGT refuse d'accepter que le principal et pratiquement exclusif instrument d'ajustement monétaire soit la politique salariale, sans compter le scandale des marchés financiers qui restent intouchables et souligne qu'une gouvernance économique limitée par l'austérité ne fera qu'augmenter la pauvreté et la précarité, mettant en danger la Stratégie 2020 et même le projet européen.

Ce 9 Mai, l'UGT fait appel au Gouvernement Portugais, aux Etats Membres et à toutes les instances européennes (notamment la Commission, le Conseil et le Parlement), afin de rétablir ensemble le Projet Européen dans son esprit originel, solidaire et inclusif, en vue du bien-être de ses citoyens et citoyennes et en assurant les droits des travailleurs et des travailleuses et en développant simultanément leur protection.

L'UGT continuera de se battre au niveau national et aussi au niveau européen avec la Confédération Européenne des Syndicats (CES) pour une vraie coordination économique et sociale de l'Europe, sûre que c'est la seule voie pour que l'Europe puisse enfin accomplir sa véritable vocation économique, sociale et politique en sauvegardant d'une façon efficace le Projet Européen.

UGT, le 9 Mai 2012